

COMMENT LES ONG ONT-ELLES PRIS EN COMPTE LES IMPACTS ET COMMENT LES ONT-ELLES MIS EN PARALLÈLE AVEC LA VIABILITÉ ÉCONOMIQUE ?

LA RÉUSSITE D'UN PROJET DOIT S'APPRÉCIER À LA QUALITÉ DE L'ACCÈS AU REGARD DU RAPPORT COÛT/BÉNÉFICE, I.E. EUROS INVESTIS/IMPACT SOCIO-ÉCONOMIQUES.

Hypothèse 1

Malgré les mesures prises pour atteindre l'universalité (péréquation, subvention au raccordement, etc.), les exigences de viabilité économique du service peuvent favoriser dans certains cas l'accès à l'énergie aux acteurs qui disposent d'un meilleur capital économique, social, culturel, entraînant des résultats contraires avec les objectifs d'universalité défendus par les ODD.

VALIDATION DE L'HYPOTHÈSE

Projets Geres	Projets Fondem	Projets Gret
Oui	Oui	Oui

Le budget d'un projet d'électrification porté par une ONG ou par un acteur privé étant nécessairement limité, le câblage d'une zone géographique est nécessaire. Pour le succès du projet, un niveau de dynamisme économique et de richesse est recherché par le porteur de projet. Un coût de raccordement vient ensuite contraindre certains clients potentiels. Parfois, la redevance représente un "ticket d'entrée" au réseau tellement élevé que les personnes les plus pauvres ne se raccorderont pas sans mécanisme de soutien. Il existe une diversité de porteurs de projets d'électrification, aux ambitions obligatoires et moyens différenciés : ONG, initiatives privées, partenariats public-privé. Selon le niveau d'obligation de rentabilité des investissements, différenciés selon le type de porteur de projet, la base de clients que le projet pourra desservir sera différente. Certains projets vont chercher à d'abord alimenter le centre des localités et les clients les plus aisés et proches du réseau, pour assurer une rentabilité économique du modèle. L'électrification permet de réduire les dépenses en énergie des bénéficiaires, des mécanismes d'accompagnement et de subventionnent sont souvent nécessaires.

Par ailleurs, la sélection des activités productives raccordées conduit parfois les porteurs de projets, pour assurer la viabilité économique de leurs investissements, à préférer raccorder en premier lieu les entreprises à la plus forte capacité d'investissement.

Enfin, comme pour la plupart des projets de développement, la dynamique participative reste toujours complexe à animer. Lors des ateliers collectifs, seules les personnes les plus influentes des villages prennent la parole, biaisant les choix et orientation des projets et modalités de ciblage.

FOCUS PROJETS RHYVIERE 1 & 2 (GRET)

Dans le cadre des projets Rhyvière 1 et 2, les localités retenues sont réputées pour être dynamiques, c'est-à-dire qu'elles sont relativement riches et qu'une partie significative de la population dispose de moyens financiers pour payer le service de l'électricité. Il semble que l'électricité ne soit accessible qu'aux personnes ou structures disposant d'une certaine aisance financière, malgré un travail conséquent pour l'élaboration d'une grille tarifaire permettant une universalité de l'accès (forfait lampe) et un renforcement des finances communales grâce à une taxe locale de 10% des factures.

RECOMMANDATIONS

- Inclure aussi dans les financements des sites à moindre potentiel pour assurer l'universalité malgré une viabilité compromise, et un besoin de subventionnement du réinvestissement
- Réduite, dans la mesure du possible, la barrière du coût du raccordement assumé par les ménages pour assurer une meilleure inclusion (valable pour les kits comme pour les mini-réseaux)
- Autoriser plus de temps et de moyens dédiés à l'intégration des acteurs moins influents dans les processus de décision (ateliers spécifiques, etc.)
- Définir des indicateurs directement liés à l'inclusion des clients les plus vulnérables

JUSTIFICATION DES RECOMMANDATIONS

L'universalité implique de sortir de la logique de décision purement économique. Or, les développeurs de réseaux décentralisés ou distributeurs de kits solaires sont parfois centrés sur les innovations techniques, économiques et/ou financières et moins sur l'ingénierie sociale et les problématiques d'inclusion absolument nécessaires à l'atteinte de l'objectif d'accès universel. En effet, la dynamique orientée vers la viabilisation des infrastructures les pousse à se tourner majoritairement vers les clients solvables. En choisissant scrupuleusement leurs villages d'implantation ou leurs clients, grâce à des études diagnostics ou de « scoring client », ils écartent une grande partie des populations de l'accès à leurs services, notamment les plus isolées et les plus démunies.

Certains sites ne seront pas électrifiés de façon viable et nécessitent un niveau de subventionnement plus élevé que d'autres. Des financements doivent être pensés spécifiquement pour ce type de sites.

D'autre part, les dynamiques et facteurs culturels sont importants dans les villages et peuvent générer des inégalités en termes de représentativité et expression des "besoins" recueillis par les autorités et ONG. Les ateliers des études de faisabilité, première étape des processus de décision, doivent permettre d'entendre les personnes moins visibles/audibles, plus contraintes, habituellement moins influentes mais comptant comme personnes cibles des objectifs d'universalité.

Hypothèse 2

La seule évaluation d'impacts en fin de contrat ne permet pas de rendre compte des impacts et effets du projet, du potentiel transformatif de l'électricité et de la plus-value des ONG par rapport à un projet porté par les privés "seuls". Un temps plus long (dans le cadre de l'accès à l'énergie) est nécessaire pour observer les impacts.

VALIDATION DE L'HYPOTHÈSE

Projets Geres	Projets Fondem	Projets Gret
Partiellement	Partiellement	Partiellement

Pour les clients raccordés, des transformations sont déjà observables pendant ou peu de temps après la mise en œuvre des projets (fin de l'utilisation de lampes à pétrole, etc.). Des évaluations conduites après les projets permettent d'évaluer des premiers impacts de façon qualitative.

Un monitoring et un dispositif important de suivi & évaluation sont souvent mis en place, mais pas toujours poursuivis par les acteurs locaux après la mise en œuvre du projet, ne facilitant pas la remontée d'informations pour les porteurs de projets.

Cependant, il est observé que le potentiel transformatif, la création de valeur, le développement économique prennent souvent beaucoup plus de temps que les pas de temps concernés par les projets.

Chaque impact doit par ailleurs être rapporté à la viabilité de l'infrastructure électrique et donc la longévité de l'impact dans le temps.

La présence des d'ONG sur le terrain facilite l'acquisition d'informations sur les impacts. Toutefois, cette collecte est parfois rendue difficile par des contraintes culturelles et logistiques.

FOCUS PROJETS DE ZAE & ECODEV (GERES)

L'évaluation du projet de ZAE indique qu'il est difficile de mesurer de façon précise la contribution de la ZAE au développement local. L'impact qualitatif semble cependant être positif.

Pour les entrepreneur-e-s, les impacts et effets de l'électrification sont positifs au niveau humain (formation et acquisition de compétences), technique et économique. Les ZAE restent néanmoins fragiles en raison de la nature intrinsèque de certaines activités qu'elles permettent : saisonnalité, marché réduit, par exemple. Des outils de pilotage ont bien été développés et mis en place par le Geres. Cependant, depuis la fin du projet, si un journal de caisse est toujours utilisé par certains entrepreneur-e-s, il est plus difficile d'établir un compte de résultat complet et certains outils sont abandonnés car les entrepreneur-e-s n'en voient pas toujours l'utilité.

L'évaluation finale du projet en 2021 a permis d'obtenir certains résultats (pour la plupart quantitatifs) et a proposé des recommandations.

RECOMMANDATIONS

- Rendre systématiquement la collecte d'informations de suivi sur le bon fonctionnement et l'appropriation par les acteurs locaux
- Appuyer les agences locales dans le suivi et l'évaluation des infrastructures électriques concédées à des opérateurs.
- Permettre des évaluations des projets, au long cours, afin de qualifier le potentiel transformatif de l'électricité
- Utiliser les outils liés à la Théorie du Changement à différentes étapes du projet pour comprendre les impacts en termes de développement économique mais également de transformation sociale

JUSTIFICATION DES RECOMMANDATIONS

La temporalité ingérente aux modes opératoires des bailleurs et le contrôle de la part des agences d'électrification, pénalisent parfois la pérennité du service. Une vigilance accrue de la part des instances publiques locales serait bénéfique à la qualité du service électrique.

L'électricité a des impacts à court terme (changement des modes d'éclairage notamment), mais également à long terme, liés au développement économique ainsi qu'aux transformations sociologiques. Ces impacts de plus long terme sont parties intégrantes des projets d'électrification portés par les ONG et doivent pouvoir être considérés et quantifiés.

CONCLUSION

Si, en termes de politique publique, l'électrification rurale permet de réduire les dépenses en énergie, les critères de ciblage des zones électrifiées et les coûts d'entrée individuels ne permettent de raccorder qu'une frange réduite d'une clientèle solvable. L'électrification rurale, service nouveau, profite d'abord aux classes aisées ou au capital social et économique supérieur. Mettre en place les conditions d'accès aux autres classes sociales et en apprécier les impacts demandent du temps. Ceci peut contredire les principes d'universalité, ces modalités de ciblage écartant les populations plus pauvres, pour lesquelles les diminutions de leur dépense énergétique auraient un impact plus fort dans leur économie domestique. Temps et accompagnement sont indispensables aujourd'hui, y compris après la fin des projets.